

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPGR/W/22

23 juillet 1997

(97-3150)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'ANASE

Mesures de sauvegarde d'urgence

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de travail des règles de l'AGCS à la demande de l'ANASE.

L'ANASE tient à exprimer son soutien à l'approche suggérée par la Présidente (3 juin 1997) au sujet des mesures de sauvegarde d'urgence en répondant aux quatre questions.

Ces questions sont essentielles et doivent être abordées en premier; elles devraient servir de point de départ pour nos travaux sur ce sujet.

Toutefois, le sujet étant relativement neuf et les informations et recherches pertinentes assez maigres, il n'est pas possible d'y apporter des réponses définitives pour l'instant.

Par conséquent, l'ANASE ne peut que formuler des observations préliminaires, étant entendu que celles-ci ne préjugent pas de son droit de revenir sur ces questions et de modifier sa position selon qu'il conviendra à la lumière des informations nouvelles et des précisions qui pourront ressortir des débats.

1. Pour le compte de qui une mesure de sauvegarde d'urgence serait-elle prise?

Les mesures de sauvegarde d'urgence seraient prises à titre temporaire pour protéger une branche de production nationale, c'est-à-dire la totalité des personnes physiques et/ou morales du Membre prenant les mesures qui fournissent des services similaires ou directement concurrents conformément aux définitions respectives données à l'article XXVIII (Définitions) de l'AGCS, afin de leur permettre de s'adapter à la concurrence étrangère.

2. Dans quelles circonstances une mesure de sauvegarde d'urgence serait-elle prise et quel serait son objet?

Les mesures de sauvegarde d'urgence s'appliqueraient à tous les modes de fourniture, y compris avant et après l'établissement d'une présence commerciale, au cas où, par suite d'un fait imprévu et des effets des obligations contractées par un Membre au titre de l'AGCS, l'accroissement de la consommation de services étrangers, en termes absolus ou relatifs, est tellement brutal qu'il cause ou menace de causer un dommage à la branche de production nationale de services similaires ou directement concurrents du Membre prenant les mesures.

On pourrait définir comme accroissement brutal de la consommation de services étrangers tout accroissement atteignant un certain pourcentage de la consommation des services étrangers concernés fournis sur l'ensemble des années représentatives précédentes (par exemple 100, 150 ou 200 pour cent), ce pourcentage devant être négocié.

3. Quelle approche devrait-on adopter pour ce qui est du dommage/des effets défavorables, et du lien de causalité entre le dommage/les effets défavorables et les engagements pris dans le cadre de l'AGCS?

Le dommage devrait être un dommage grave, ce que l'on pourrait mesurer en employant, *mutatis mutandis*, la méthode définie aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes à savoir:

Au cours de l'enquête visant à déterminer si un accroissement brutal de la consommation de services étrangers a causé ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale produisant des services similaires ou directement concurrents, les autorités compétentes évalueront tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche, en particulier, le rythme d'accroissement de la consommation de services étrangers, en termes absolus et relatifs, les variations du niveau de la fourniture de services de cette branche, et la perte de profits et d'emplois dans cette branche.

La détermination dont il est question ci-dessus n'interviendra pas à moins que l'enquête ne démontre, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence du lien de causalité entre l'accroissement brutal de la consommation de services étrangers et le dommage grave ou la menace de dommage grave. Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement brutal de la consommation causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement brutal de la consommation.

4. Quelles mesures prendrait-on en cas de recours au mécanisme de sauvegarde d'urgence? Certaines mesures paraissent-elles plus appropriées que d'autres?

Deux mesures - 1) la restriction de l'accès au marché, qui pourrait prendre la forme de réglementations, de taxes, de contingents et d'interdictions et 2) la suspension du traitement national - pourraient être particulièrement appropriées comme mesures de sauvegarde d'urgence. Ces mesures pourraient être appliquées à titre temporaire à tous les modes de fourniture, y compris à la présence commerciale avant et après établissement, selon le cas. Par exemple, des restrictions pourraient être fixées à l'accès au marché pour le mode 1 (fourniture transfrontières), le mode 2 (consommation à l'étranger), le mode 3 (avant la phase d'établissement de la présence commerciale) et le mode 4 (mouvement de personnes physiques) de l'AGCS, tandis que la suspension du traitement national pourrait être appliquée pour le mode 3 (à la fois avant l'établissement de la présence commerciale (au cas où il n'y a pas d'interdiction de l'accès au marché) et/ou après l'établissement de la présence commerciale) et le mode 4 (mouvement de personnes physiques). Après l'établissement de la présence commerciale, les droits acquis devraient être respectés, c'est-à-dire que tout avantage découlant de l'octroi du traitement national au cours de la période précédant l'application de mesures de sauvegarde d'urgence devrait être préservé.

Suggestion

Etant donné que le sujet est relativement nouveau et que les informations et les recherches pertinentes sont insuffisantes pour permettre de conceptualiser et de formuler des dispositions relatives aux mesures de sauvegarde d'urgence, il serait souhaitable de demander au Secrétariat de l'OMC et

à d'autres organisations internationales compétentes, telles que la CNUCED et l'OCDE, qui connaissent bien la question de nous aider. Cette aide pourrait consister à rassembler des informations ou à faire des recherches sur le sujet.

Un séminaire pourrait également permettre de mieux comprendre cette question.